Dans *Libération*, Thomas Piketty résume ainsi la thèse centrale de son livre, *Capital et idéologie* : « chaque société humaine doit inventer un récit idéologique pour justifier ses inégalités »[1]. Mais, assez curieusement, Piketty ne traite pas vraiment le sujet dans les pages qu'il consacre au Royaume-Uni.

Le volumineux ouvrage de Piketty suscite évidemment l'admiration pour le formidable travail accompli. Cela rend la critique difficile, mais celle-ci reste nécessaire et ne doit pas céder à la fascination, ni à une certaine forme d'épate. Pour bien comprendre la méthode de Piketty et évaluer ses apports, nous avons choisi de braquer le projecteur sur une partie de son ouvrage, en l'occurrence les quelques pages (201 à 226) consacrées au Royaume-Uni.

Les titres des sections sont en eux-mêmes révélateurs de la démarche de Piketty :

> «Le Royaume-Uni et le gradualisme ternaire-propriétaire; l'aristocratie britannique, une noblesse propriétariste; les sociétés de propriétaires dans le roman classique; l'almanach de Burke, des baronets aux pétro-milliardaires; les Lords, garants de l'ordre propriétariste; la bataille pour la progressivité fiscale et la chute de la Chambre des lords; l'Irlande, entre idéologie trifonctionnelle, propriétariste et colonialiste».

On retrouve dans cette énumération l'ensemble de la grille de lecture mobilisée par Piketty, en particulier les notions de « trifonctionnalisme » et de «propriétarisme». Les sociétés trifonctionnelles sont structurées selon un triptyque clergé, noblesse, tiers état. Puis une « grande démarcation » (notamment la révolution française) conduit à une société de propriétaires.

Les deux Burke : John et Edmund

Après quelques pages consacrées à Jane Austen (déjà citée dans son précédent livre) Piketty s'intéresse à l'almanach de John Burke, une sorte d'annuaire de la noblesse britannique[2]. Il en tire la conclusion que « la noblesse britannique du XIXe siècle était indissociablement aristocratique et propriétariste ». On reviendra sur cette remarque, mais il faut faire un tour du côté de l'idéologie et revenir en arrière vers Edmund Burke (un homonyme sans lien de parenté avec John) rendu célèbre pour sa critique sévère de la révolution française[3].

Son point de vue aurait dû intéresser Piketty, car tout son livre est centré sur une opposition entre la révolution raisonnable de 1688 en Angleterre et la révolution française. Voici ce qu'en dit Burke :

> « en réunissant toutes les circonstances de la révolution de la France, on peut dire que c'est certainement la plus étonnante que l'on ait vue jusqu'à présent dans le monde entier. Les choses les plus surprenantes ont été exécutées en plusieurs occasions par les moyens les plus absurdes et les plus ridicules, avec des formes qui l'étaient tout autant (…) Tout paraît hors de nature dans ce chaos étrange de légèreté et de férocité, et dans ce mélange de toutes sortes de

> crimes mêlés à toutes sortes de folies. En jetant les yeux sur ces monstruosités (…) on passe du mépris à l'indignation, du rire aux larmes, et du dédain à l'horreur ».

Même de son point de vue, Piketty aurait pu trouver dans les commentaires de Burke des éléments intéressants, quand celui s'emporte contre la confiscation des biens de l'Eglise. En outre, Burke est un véritable idéologue, qui a exposé ses idées dans un petit livre paru en 1795[4]. Dans ses réflexions sur la rareté, il avance une vision de la société qui traite directement de la question des inégalités. Il commence par énoncer un truisme assez ridicule : «Les travailleurs sont pauvres, parce qu'ils sont nombreux» (*The labouring people are only poor, because they are numerous*). Il explique ensuite pourquoi « au sein d'une vaste multitude, une répartition équitable ne peut pas offrir grand-chose à chacun ». Et on n'y peut pas grand-chose non plus : « cette catégorie qu'on appelle les riches est si étroite que si on leur coupait la gorge et qu'on redistribuait tout ce qu'ils consomment en un an, cela ne donnerait pas assez de pain et de fromage aux travailleurs pour un seul dîner ». N'y a-t-il pas là une admirable justification aux inégalités sur laquelle Piketty aurait pu se pencher ?

Les lois sur les pauvres

La question du traitement réservé aux pauvres a été l'objet d'un débat récurrent au Royaume-Uni. L'un des moments forts a été la préparation de la mise en place d'une nouvelle loi sur les pauvres en 1834. Parmi les intervenants, deux prestigieux économistes, David Ricardo et Thomas Malthus, étaient d'accord sur ce point : il fallait abolir les anciennes lois sur les pauvres. On se permet de renvoyer sur ce point à une contribution antérieure[5]et on se borne ici à quelques observations.

Le principal reproche que Malthus adresse aux lois sur les pauvres dans son *Essai sur la population*[6], c'est qu'elles constituent « un encouragement au mariage qui agit d'une manière constante et systématique ; car elles ôtent à chaque individu le poids de la responsabilité que la nature impose à tout homme qui devient père » (tome II, p. 236). C'est pourquoi « le peuple doit s'envisager comme étant lui-même la cause principale de ses souffrances » (tome II, p.237) et se résigner à cette « contrainte morale » : la chasteté.

En outre, les lois sur les pauvres « découragent l'épargne et enlèvent un des plus puissants motifs au travail et à la sobriété. Par là même, elles nuisent essentiellement au bonheur » (tome II, p.68). Il faut donc instituer ce que l'on appellerait aujourd'hui une politique d'« activation » s'appuyant sur cette « dure maxime » : la situation d'assisté « ne doit point [être] exempte de honte. C'est un aiguillon au travail, indispensable pour le bien général de la société. Tout effort qui tend à affaiblir ce sentiment, quelque bienveillant qu'il soit dans le principe, produit un effet directement contraire à celui qu'on en attend. » (II, p.67).

On retrouve ici la rhétorique – encore une idéologie ? – de l'effet pervers : vouloir faire le bien peut mener à des conséquences adverses, et pour s'en préserver, la « rudesse » sociale est nécessaire. Par conséquent, conclut Malthus : « il faut désavouer publiquement le prétendu droit des pauvres à être entretenus aux frais de la société » (II, 257).

C'est dans une lettre du 27 janvier 1817 adressée à Hutches Trower[7], un juge du Sussex, que Ricardo formule le plus clairement son opposition aux lois sur les pauvres. On y

retrouve l'écho des thèses de Burke (les pauvres sont pauvres parce qu'ils sont trop nombreux) et évidemment de celles de Malthus, mais Ricardo leur associe un plaidoyer en faveur d'un marché du travail libre :

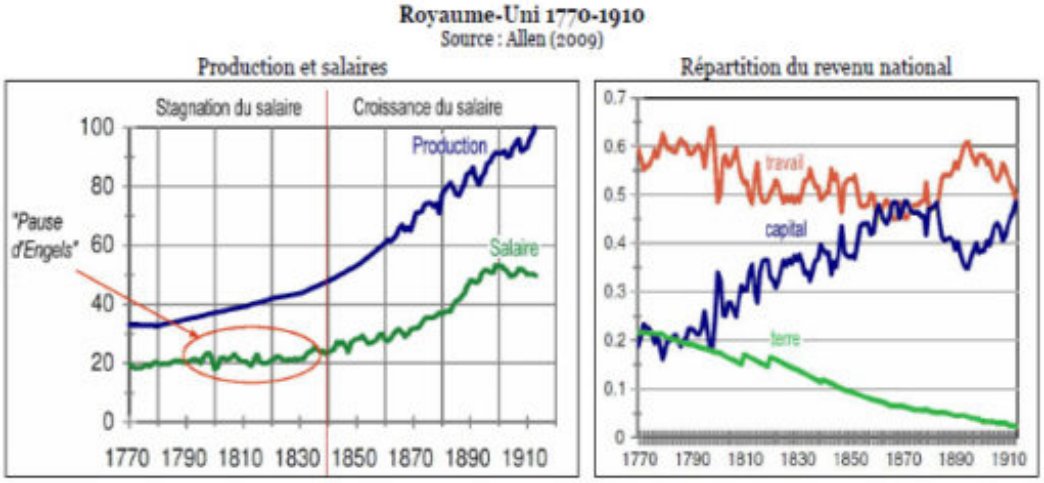
> « La population ne peut être contenue qu'en réduisant ce qui encourage son augmentation excessive, en laissant les contrats entre les pauvres et leurs employeurs parfaitement libres, ce qui limiterait la quantité de travail sur le marché à sa demande effective. En s'engageant à nourrir tous ceux qui ont faim, vous créez dans une certaine mesure une demande illimitée d'êtres humains, et s'il n'y avait pas la mauvaise administration des lois sur les pauvres (ou la dureté de cœur occasionnelle des surveillants et l'avarice des paroisses) pour en contrôler en partie leurs effets négatifs, la population et les impôts continueraient à augmenter en progression régulière jusqu'à ce que les riches soient réduits à la pauvreté, et qu'il n'y ait plus aucune distinction de conditions ».

Coïncidence étonnante, et symptôme d'une certaine permanence dans les arguments, ce thème de la nécessaire «distinction de conditions» a été repris récemment dans la tribune d'un défenseur convaincu des inégalités : « Par un glissement subtil, tout est fait pour nous faire croire que notre devise républicaine réclame l'égalité des conditions »[8]. Cette permanence des idéologies, qui réapparaissent de manière cyclique, est quelque chose que Piketty a, pour l'essentiel, manqué. Bref, on ne saurait être plus clair : pour les économistes, qui sont aussi des idéologues, la bonne société suppose qu'il existe une distinction de conditions, autrement dit des inégalités entre pauvres et riches.

La pause d'Engels

Cette mystérieuse appellation est due à Robert C. Allen, un historien de l'économie, en référence au livre d'Engels sur la situation de la classe laborieuse en Angleterre[9], paru en 1845. C'est pour lui le moyen de souligner ce phénomène : durant la première moitié du XIXème siècle, le salaire n'a quasiment pas augmenté au Royaume-Uni alors que le PIB par tête progressait[10]. Au cours de cette période qu'il choisit donc de baptiser « la pause d'Engels », le taux de profit a doublé et la part des profits dans le revenu national s'est accrue au détriment du travail et de la rente foncière (voir le graphique ci-dessous). Pour l'ensemble des économistes de l'époque (Ricardo, Malthus) la stagnation du salaire était la norme, et comme l'avait déjà expliqué Burke dans ses *Pensées* de 1795 :

> « le travail est une marchandise comme n'importe quelle autre, elle augmente ou baisse en fonction de la demande. C'est dans la nature des choses ».



Ce constat est contesté par d'autres historiens qui pensent que l'augmentation du temps de travail a compensé la stagnation du salaire horaire et permis une croissance du salaire annuel[11]. Le travail modeste et minutieux de ces historiens (qui ne donnera lieu à aucun *best-seller*) est évoqué ici pour montrer à quel point leurs investigations tranchent avec la méthode de Piketty : pour eux, l'un des déterminants essentiels de la répartition des revenus est l'évolution relative de la productivité du travail et du salaire. Ils suggèrent aussi une tripartition entre travail, capital et terre : mais entretient-elle un quelconque rapport avec l'« idéologie trifonctionnelle » de Piketty ?

Les corn laws

Si Ricardo et Malthus étaient d'accord pour combattre la loi sur les pauvres, ils se sont opposés sur la question des lois sur le blé. Piketty rappelle utilement que ces *corn laws* « limitaient les importations de céréales et produits agricoles et protégeaient les productions domestiques » et qu'elles ont été abolies en 1846. Ricardo, s'appuyant sur sa loi des avantages comparatifs avait combattu l'instauration de ces lois en 1815[12], alors que Malthus l'avait défendue[13] (après avoir fait volte-face). Dans une note de bas de page, Piketty évoque la «mobilisation des libéraux pour le pouvoir d'achat ouvrier et contre l'aristocratie foncière protectionniste» et rappelle que les conservateurs (*tories*) étaient « suspectés non sans raison de vouloir garder des prix agricoles élevés pour assurer la profitabilité de leurs domaines terriens ».

Mais ce n'est pas vraiment pour « le pouvoir d'achat ouvrier » que se mobilisaient les libéraux (et Ricardo). Le titre de sa brochure de 1815 l'indique clairement puisqu'elle est consacrée à l'influence du bas prix du blé sur les profits, et non sur les salaires. Le raisonnement qu'il y développe repose sur la loi des rendements décroissants : si on cesse d'importer du blé, il faudra mettre en culture des terres de moindre qualité et, dans ce cas, « les rentes sur les terres précédemment cultivées augmenteraient, et les profits baisseraient exactement dans la même proportion » (p. 14).

En réalité, Ricardo escompte une baisse des salaires liée aux importations à moindre prix et la vraie question est de savoir qui en tirerait avantage : Mr. Malthus, écrit-il, considère que cela conduirait à une augmentation de la rente alors que pour lui « il apparaît que cela ne fera qu'augmenter les profits » (p. 11). Enfin, pour que les choses soient claires, Ricardo affirme que « l'intérêt du propriétaire est toujours opposé à celui de toutes les autres classes de la communauté. Sa situation n'est jamais aussi prospère que lorsque la

nourriture est rare et chère alors que toutes les autres personnes bénéficient grandement d'une nourriture bon marché » (p. 21).

Comment mieux exprimer qu'il s'agit au fond d'un conflit de répartition entre les propriétaires fonciers et les capitalistes ? Mais Piketty n'approfondit pas ce point, qui s'inscrit mal dans sa typologie, et saute directement au débat sur la fiscalité de 1909.

L'Irlande

Piketty consacre cinq pages à l'Irlande, sous le titre « L'Irlande, entre idéologie trifonctionnelle, propriétariste et colonialiste ». Il y rappelle à juste titre que « le thème des *absentee landlords*, ces propriétaires absents qui perçoivent des rentes foncières depuis leur manoir anglais, donne à la situation irlandaise une résonance particulière » mais rien n'est dit sur les justifications idéologiques données à la domination anglaise. La grande famine de 1845-1848 a pourtant été un puissant révélateur de ces ressorts idéologiques : comment était-il possible de justifier l'injustifiable, non seulement l'exploitation, mais aussi, comme le souligne Piketty le fait que « les élites britanniques (…) ont refusé de prendre les mesures nécessaires pour éviter le drame » ? Piketty fait brièvement allusion à « l'objectif quasi explicite de régulation malthusienne d'une population pauvre et rebelle de surcroît ».

C'est exact, mais Piketty passe à côté du racisme à l'égard des Irlandais, un racisme aussi bien ethnique que social. Ainsi Charles Edward Trevelyan, qui supervisait l'action des pouvoirs public anglais, voyait dans la famine un « jugement de Dieu qui a infligé cette calamité afin de donner une leçon aux Irlandais, et c'est pourquoi elle ne doit pas être trop atténuée (…) Le vrai mal auquel nous devons faire face n'est pas la famine, mais le caractère égoïste, pervers et instable de ce peuple »[14]. Les préoccupations économiques ne sont pas non plus étrangères à Trevelyan. Dans une lettre à Randolph Routh, le principal responsable de l'acheminement de l'aide, qui s'inquiète à propos des réserves de nourriture qu'il juge insuffisantes, Trevelyan lui répond vertement :

> « comme je vous l'ai dit plus d'une fois, nos achats ont déjà été poussés à l'extrême limite, au-delà de laquelle le prix sur le marché de Londres augmenterait sérieusement »[15].

Cet épisode historique permet d'observer la confluence de plusieurs modes de légitimation. La toile de fond reste, au moins chez Trevelyan, l'invocation de la providence divine. Mais elle se combine avec une analyse rendant les pauvres – en l'occurrence les Irlandais – responsables de leur infortune. Enfin, l'opposition entre « race saxonne » et « race celtique » trouvera naturellement sa formulation « scientifique » avec les thèses héréditaristes puis eugénistes[16].

Hors sujet

On pourrait objecter qu'il est impossible de commenter un livre de 1232 pages à partir d'un extrait de 25 pages (soit 2 %). Mais ce choix se justifie pour une raison simple : après tout, l'Angleterre est le berceau du capitalisme (même si la conception élastique du capital de

Piketty dépasse largement le capitalisme en tant que système social) et on aurait pu par ailleurs penser qu'il aurait secrété une idéologie spécifique.

Pourtant, le projecteur braqué sur ce fragment suffit à faire ressortir les points faibles de la méthode de Piketty. Le premier porte sur la notion même d'idéologie qu'il définit ainsi au début de son livre :

> « un ensemble d'idées et de discours a priori plausibles visant à décrire comment devrait se structurer la société. L'idéologie sera envisagée dans ses dimensions à la fois sociales, économiques et politiques. Une idéologie est une tentative plus ou moins cohérente d'apporter des réponses à un ensemble de questions extrêmement vastes portant sur l'organisation souhaitable ou idéale de la société ».

Compte tenu de la préoccupation centrale de Piketty – les inégalités – on se serait attendu à ce que la justification de ces inégalités fasse partie du champ de l'idéologie. C'est d'ailleurs ce que fait Piketty lui-même dans son assertion citée en introduction : « chaque société humaine doit inventer un récit idéologique pour justifier ses inégalités ». Or, comme on l'a montré, cette intention n'est pas suivie d'effet dans son traitement du Royaume-Uni : que ce soit à propos des lois sur les pauvres ou du drame irlandais, Piketty passe à la bordure du champ idéologique. Burke (John) avec son annuaire de la noblesse l'intéresse plus que Burke (Edmund) avec sa critique de la révolution française et son apologie des marchés libres. Ni Ricardo, ni Bentham, ni Mill ne sont cités, et Malthus n'est évoqué que par la bande.

La lutte entre propriétaires fonciers et capitalistes est enchâssée de force dans une grille de lecture (« propriétarisme », etc.) très peu opératoire ; la problématique de la transition du féodalisme au capitalisme est évacuée, de même que le rôle des *enclosures* dans la libération d'une force de travail « libre ». Tout cela conduit à passer par pertes et profits une énorme littérature. La seule idéologie dont traite Piketty est celle qui porte sur les institutions politiques. On apprend des choses sur la chambre des Lords, rien sur le traitement des pauvres ou sur la condition ouvrière. Force est de constater que, pour le moins, le titre du livre ne correspond pas à son contenu.

Postface caustique

Deux spécialistes de l'histoire des idées économiques ont échangé sur *twitter* des considérations aigres-douces sur le livre de Piketty. La première, Laurène Tran, écrit à sa correspondante, Béatrice Cherrier[17] :

> « J'ai lu rapidement ce que tu as posté à propos de Thomas Piketty. J'ai trouvé que les extraits faisaient penser au mémoire d'un étudiant de Sciences Po de 3ème année ».

Et Béatrice Cherrier lui répond ceci, qui est probablement assez prémonitoire :

« je pense que le monde va se diviser entre ceux qui pensent qu'il s'agit d'un regard nouveau, irrévérencieux et inductif sur les structures sociales et l'idéologie avec des données révolutionnaires sur la richesse et la classe politique, et ceux qui le lisent comme la thèse de maîtrise en science politique/anthropologie/sociologie d'un étudiant sans formation (*untrained*) »[18]

Cet article est paru sur le site *À l'Encontre*.

références

références

⇧**1** *Libération*, 11 septembre 2019.

⇧**2** John Burke, *A General and Heraldic Dictionary of the Peerage and Baronetage of the British Empire*, 5th edition, 1838.

⇧**3** Edmund Burke, *Reflections on the Revolution in France*, 1790. Traduction française : *Réflexions sur la révolution de France*.

⇧**4** Edmund Burke, *Thoughts and Details on Scarcity*, 1795.

⇧**5** Michel Husson, « Des lois anglaises sur les pauvres à la dénonciation moderne de l'assistanat. De Speenhamland à la loi de 1834», *A l'encontre*, 7 avril 2018.

⇧**6** La première version de l'*Essai sur le principe de population* date de 1798. En 1803, Malthus publie une version beaucoup plus développée, sous le même titre : *An Essay on the Principle of Population*. Nous citons ici la traduction française, Garnier-Flammarion, 1992.

⇧**7** Piero Sraffa, ed., *The Works and Correspondence of David Ricardo*, vol. VII, Cambridge University Press, 1951.

⇧**8** Olivier Babeau, « Plaidoyer pour les inégalités », 24 septembre 2019.

⇧**9** Friedrich Engels, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, 1845.

⇧**10** Robert C. Allen, « Engels' pause: Technical change, capital accumulation, and inequality in the British industrial revolution », *Explorations in Economic History* n°46, 2009.

⇧**11** Voir ces deux contributions récentes : Jane Humphries, Jacob Weisdorf, « Unreal Wages? Real Income and Economic Growth in England, 1260-1850 », *The Economic Journal*, September 2019 ; Dietrich Vollrath, « Sustained growth and the increase in work hours », *growthecon.com*, June 2018.

⇧**12** David Ricardo, « An Essay on the Influence of a Low Price of Corn on the Profits of Stock », 1815.

⇧**13** Thomas Malthus, « The Grounds on the Policy of Restricting the Importation of Foreign Corn », 1815.

⇧**14** Charles Trevelyan, Letter to colonel Jones, 2 décembre 1846, citée par Cecil Woodham-Smith, *The Great Hunger: Ireland, 1845-1849*, 1962.

⇧**15** Charles Trevelyan, correspondance avec Randolph Rough, 16 et 18 décembre 1846.

⇧**16** Pour une analyse plus développée, voir Michel Husson, « Comment justifier l'injustifiable? Le cas de la famine irlandaise », *A l'encontre*, avril 2019.

⇧**17** Laurène Tran [@LaureneTran12] travaille notamment pour l'*Institute for New Economic Thinking*, ainsi que Béatrice Cherrier]@Undercoverhist] qui tient par ailleurs un blog.

⇧**18** Laurène Tran, Béatrice Cherrier, « A Sciences Po 3rd-year student essay? », *twitter*, 15 septembre 2019.